

f nec.fp.53@laposte.net

UD-FO 10, rue du Dr Ferron
BP 1037 - 53010 - LAVAL cedex
02.43.53.42.26

Déclaration de la FNEC FP FO au CDEN du 9 novembre 2017

*Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur des Services de l'Éducation Nationale,
Monsieur le Président du conseil départemental,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,*

Ce Conseil départemental de l'éducation nationale est réuni afin, entre autres, de faire un bilan de la rentrée scolaire 2017-2018.

Cette rentrée est marquée par la mise en application du décret relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, publié au journal officiel le 28 juin 2017.

A ce jour, ce sont 59 écoles, dans 51 communes, qui ont souhaité repasser à la semaine de 4 jours en Mayenne ; ce qui représente à peu près un tiers des écoles publiques.

Pourtant les délais laissés par la date de publication tardive du décret étaient très courts. Cela ne fait que confirmer le rejet de la réforme Peillon-Hamon des rythmes scolaires par les enseignants mayennais, mais aussi par les parents et les élus locaux. Cela laisse présager un retour massif à la semaine de 4 jours dans les écoles du département.

Si nous pouvions imaginer nous réjouir qu'un choix était laissé aux écoles quant à leur organisation du temps scolaire, l'application de ce décret a, en réalité, créé une situation ubuesque et inacceptable faisant cohabiter des organisations différentes dans un même territoire, compliquant de plus l'organisation des remplacements et des temps partiels.

Notre organisation s'est toujours opposée à cette réforme des rythmes scolaires, qu'elle a toujours considérée comme « l'arbre pédagogique » cachant une forêt de dérèglementations de l'école publique.

Et nous ne nous sommes pas trompés.

Le nombre des communes dérogeant aux rythmes scolaires est déjà éloquent (et le sera encore plus) mais une brève analyse du contenu de la liste nous prouve que cette réforme n'a jamais été prévue pour un département comme le nôtre ; la quasi totalité de ces écoles se situant dans des communes rurales.

Les enseignants non plus ne se sont pas trompés!

Un sondage récent montre que 85 % des enseignants sont opposés à cette réforme, qu'ils jugent même néfastes à l'attention des élèves et ayant un impact négatif sur les conditions de travail.

Si certains ici pensent que « les enseignants devraient arrêter de ne penser qu'à eux », notre organisation, en tant que syndicat, se doit de penser aux enseignants.

Ainsi pour Force Ouvrière il y a urgence à rétablir une organisation de la semaine scolaire commune à tous les enseignants de toutes les écoles du territoire, ne fluctuant pas d'une ville à l'autre en fonction des orientations politiques des élus locaux, des finances des collectivités locales et des contingences territoriales.

Pour notre organisation, ce qui est à l'ordre du jour c'est 4 jours pour tous (lundi mardi, jeudi, vendredi) dans toutes les écoles, dans toutes les communes du territoire.

